

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 16 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières Yvoir STONE SARL

LE VIEUX BOURG
35550 Saint-Just

Références : UD/2024-237
Code AIOT : 0005502945

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement Carrières Yvoir STONE SARL implanté au lieu-dit Le vieux bourg à Saint-Just (35550).

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières Yvoir STONE SARL
- LE VIEUX BOURG 35550 Saint-Just
- Code AIOT : 0005502945
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STONE - Carrières YVOIR bénéficie d'un nouvel arrêté préfectoral daté du 26 juin 2023, pour l'exploitation d'une carrière de schistes pourpré, à hauteur de 20 000 t par an et pour une durée de trente ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Aménagements préliminaires - Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Aménagements préliminaires - Bornage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Cote d'extraction	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.5 et 2.9.2 (extraits)	Demande d'action corrective	3 mois
6	Autosurveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 3.2.1 et 3.2.2 (extrait)	Demande d'action corrective	3 mois
8	Surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 4.4.2 (extrait) et 4.5.2 (extrait)	Demande d'action corrective	1 mois
10	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 7.4.2 (extrait)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Extraction autorisée	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 1.2.3
4	Aménagements préliminaires - déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.3.3
7	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 4.1.1
9	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 6.2.3 (extrait)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site bénéficie d'un nouvel arrêté préfectoral (26 juin 2023) mais la reprise d'exploitation n'a eu lieu qu'en septembre 2023. Un nouveau panneau à l'entrée de la zone atelier doit venir informer le public de l'activité qui y est pratiquée et le bornage du site doit également être complété en conséquence.

Les suivis environnementaux (bruit et poussières en particulier) doivent être réalisés avant la fin du mois de juin 2024, lorsque l'activité sera représentative du fonctionnement normal des installations. Une analyse des eaux rejetées doit également être réalisée en période de hautes eaux (courant avril 2024).

Une bâche incendie doit par ailleurs être prochainement installée à proximité du site, conjointement avec la société MEN ARVOR qui est riveraine et la mairie de Saint-Just.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Matériaux extraits et quantités autorisées
Prescription contrôlée : Le matériau extrait de la carrière est du schiste pourpré. La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 20 000 tonnes/an.
Constats : L'activité a redémarré en septembre 2023 : 560 t ont été extraites depuis, dans le respect de la limite autorisée par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements préliminaires - Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Information des tiers
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau a été implanté à l'entrée du site d'extraction, comprenant l'ensemble des informations requises par le présent article. L'atelier situé de l'autre côté de la route étant compris dans le périmètre autorisé, un second panneau devra également y être apposé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande qu'un second panneau comprenant l'ensemble des éléments requis ci-dessus soit apposé à l'entrée de la parcelle où se situe l'atelier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Aménagements préliminaires - Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;• le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Toutes les bornes n'ont pu être aperçues au cours de la visite. L'exploitant a cependant pu montrer à l'inspection un procès verbal de bornage daté de 2004 et identifiant la localisation de certaines bornes installées en périphérie de l'établissement. L'atelier, qui n'était pas compris dans la précédente autorisation, doit cependant également faire l'objet d'un bornage approprié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce qu'un plan de bornage de l'ensemble du périmètre autorisé (comprenant la parcelle où se situe l'atelier) soit réalisé pour compléter le bornage existant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Aménagements préliminaires - déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration de mise en service
Prescription contrôlée : L'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées le début de l'extraction de la fosse. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières.
Constats : L'exploitant a notifié au préfet et à la mairie de Saint-Just le démarrage des installations à compter du 1 ^{er} septembre 2023. A cette notification était joint un acte de cautionnement attestant de la constitution des garanties financières à hauteur de 73 431 €, tel que prévu par l'arrêté préfectoral, pour une durée allant jusqu'en juin 2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cote d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.5 et 2.9.2 (extraits)
Thème(s) : Risques chroniques, Cote d'extraction
Prescription contrôlée : Art. 2.1.5 : L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le carreau de la carrière a pour cote minimale – 39 m NGF. L'exploitation s'effectue par gradins. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. Art. 2.9.2 : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année.
Constats : Sur le plan transmis, daté de 2018, le carreau n'a pas encore atteint sa cote minimale de 39 m NGF. Par ailleurs, la hauteur des gradins n'excédait pas les 15 m autorisés selon les constats dressés lors de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Un plan topographique actualisé doit être réalisé et tenu à la disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Autosurveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 3.2.1 et 3.2.2 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Art. 3.2.1 L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Art. 3.2.2 Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini dans le plan de surveillance prescrit à l'article 3.2.1. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type suivi du plan de surveillance. [...]
Constats : Le plan de surveillance n'a pour l'heure pas été réalisé et la première campagne de mesures n'a pas eu lieu pour le moment : l'exploitant s'est engagé à réaliser cette dernière avant la fin du mois de juin 2024, comme requis par l'arrêté préfectoral.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande qu'un plan de surveillance soit réalisé. Un suivi des retombées de poussières doit être réalisé avant la fin du mois de juin 2024 selon les dispositions pré-établies dans le plan de surveillance en question.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau
Prescription contrôlée : Les eaux utilisées sur le site lors des opérations de sciage des matériaux proviennent d'un puits situé au niveau de l'atelier. Le volume mensuel consommé par l'atelier est limité à 40 m ³ /mois en période d'été (du 1er avril au 31 octobre). Le volume maximal prélevé annuellement ne doit pas dépasser 480 m ³ .
Constats : Le relevé des consommations de l'eau du puits a été transmis à l'inspection (relevés mensuels) : la consommation mensuelle était inférieure aux 40 m ³ autorisés selon les données fournies.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 4.4.2 (extrait) et 4.5.2 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux
Prescription contrôlée : Art. 4.4.2 L'ensemble des eaux pluviales recueillies sur la plateforme de transit où se situe l'atelier ruissellent gravitairement vers le bassin principal qui correspond au point bas de la plateforme. Les eaux de process issues de l'atelier de taille sont acheminées vers un premier bassin de décantation de 18 m ³ puis vers le bassin principal (280 m ³) dont l'exutoire est le ruisseau de l'étang de Saint-Just. [...] Les bassins de décantation des eaux sont curés et entretenus régulièrement afin de garantir le respect des valeurs fixées ci-dessus. Art. 4.5.2 Des analyses semestrielles sont réalisées en période de hautes eaux (mars/avril) et de basses eaux (septembre/octobre).
Constats : Le premier bassin (280 m3) a été curé récemment pour permettre l'écoulement des eaux et leur décantation avant rejet au milieu. Le redémarrage des activités en septembre n'a pas permis selon l'exploitant de réaliser une première analyse des eaux en saison de basses eaux. Des devis ont été établis avec deux prestataires pour la réalisation des analyses requises courant avril. Une commande a également été faite pour l'achat d'un kit permettant la mesure du pH et de la température des effluents en interne de manière hebdomadaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande que les analyses des eaux rejetées soient réalisées au cours du mois d'avril. L'exploitant informera également l'inspection de la réception du matériel lui permettant de réaliser en interne les mesures de pH et de température.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 6.2.3 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au cours de la première année suivant la délivrance de la présente autorisation, puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. [...] Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : L'exploitant doit réaliser une première mesure de la situation acoustique dans le cadre du nouvel arrêté avant la fin du mois de juin 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Le rapport qui sera établi par le prestataire en charge du contrôle des niveaux sonores doit être transmis à l'inspection dans le mois qui suit sa réception par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 7.4.2 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le délai de six mois à compter de la délivrance de la présente autorisation : une réserve d'eau de 120 m³, utilisable en permanence, placée à moins de 100 m des bâtiments à défendre, en utilisant les voies praticables. Ce point d'eau est réalisé conformément aux fiches techniques du service départemental d'incendie et de secours d'Ille-et-Vilaine et fait l'objet d'une réception par ce service ;
<p>Constats :</p> <p>L'échéance pour l'installation de la réserve est arrivée à son terme en fin d'année 2023. Un accord a cependant été trouvé avec la mairie de Saint-Just seulement en janvier 2024 pour financer la mise en place de la réserve en question, qui sera commune avec le site voisin (la carrière exploitée par la société MEN ARVOR). Une délibération du conseil municipal de la commune datée du 25 janvier 2024 mentionne l'intention de la mairie d'implanter cette réserve (qui pourra également être utilisée par d'autres utilisateurs en cas de besoin). Le SDIS est d'ores et déjà venu confirmer dans l'établissement la localisation envisagée pour cette installation (à l'entrée du site).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> L'inspection demande à la société STONE de lui indiquer la date de mise à disposition effective de la réserve en question, qui ne devra pas excéder le 30 avril 2024.</p> <p>Une réception de l'installation par les SDIS sera également sollicitée par l'exploitant une fois celle-ci mise en place.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois